

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1215

[2007/200795]

**21 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail, notamment les articles 5, 6, 8 à 13, 14, 17, 18, 19, 21 à 23;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 20 mars 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 20 avril 2006;

Vu l'avis de la Commission consultative du Dispositif intégré d'insertion, donné le 3 avril 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 février 2006;

Vu l'avis n° 40.769/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 juillet 2006, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> "décret" : le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

2<sup>o</sup> "dispositif" : le dispositif institué par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

3<sup>o</sup> "Ministre" : le Ministre ayant la Formation dans ses attributions;

4<sup>o</sup> "Administration" : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

5<sup>o</sup> "FOREm" : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en son entité "Régisseur-ensemblier", définie par l'article 1<sup>er</sup>bis, 8<sup>o</sup>, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003;

6<sup>o</sup> "Commission" : la Commission consultative d'agrément visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du décret;

7<sup>o</sup> "le fonctionnaire délégué" : l'un des fonctionnaires visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, à savoir, le directeur général, l'inspecteur général, le directeur, le premier attaché ou l'attaché de l'Administration en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 2 et 3 dudit arrêté;

8<sup>o</sup> "E.F.T." : l'entreprise de formation par le travail qui est agréée en vertu du décret;

9<sup>o</sup> "O.I.S.P." : l'organisme d'insertion socioprofessionnelle qui est agréé en vertu du décret;

10<sup>o</sup> "stagiaire" : la personne en formation auprès d'une E.F.T. ou d'un O.I.S.P. et répondant à un des critères visés aux articles 4 à 6 du décret;

11<sup>o</sup> "filrière de formation" : un ensemble d'activités et/ou de modules permettant l'acquisition par le stagiaire de compétences générales et techniques nécessaires à son insertion socioprofessionnelle;

12<sup>o</sup> "module de formation" : un ensemble de contenus ou de cours relatifs à un domaine spécifique permettant l'acquisition par le stagiaire de compétences, un module pouvant être présent dans plusieurs filières de formation;

13<sup>o</sup> "secteur d'activité" : un ensemble d'activités économiques qui renvoient à des profils de qualification, en relation avec une filière de formation;

14<sup>o</sup> "heures de formation" : les heures de formation effectives suivies par le stagiaire au sein de l'E.F.T. ou de l'O.I.S.P., les heures de stages en entreprise, les heures qu'il suit auprès d'un organisme reconnu ou agréé, conventionné avec l'E.F.T. ou l'O.I.S.P. dans le cadre du dispositif, et les heures assimilables telles que définies par le Ministre;

15<sup>o</sup> "formateurs" : les travailleurs rémunérés par l'E.F.T. ou l'O.I.S.P., ou par un organisme reconnu ou agréé, conventionné avec l'E.F.T. ou l'O.I.S.P., ainsi que les vacataires ou les personnes liées par un contrat d'entreprise avec l'E.F.T. ou l'O.I.S.P., ayant pour fonction l'encadrement technique, pédagogique et/ou pratique;

16<sup>o</sup> "heures d'encadrement" : les heures de travail prestées par les formateurs et les travailleurs en charge de l'accompagnement psychosocial;

17<sup>o</sup> "stage d'acculturation" : le stage de découverte d'un métier, d'un poste de travail, d'une culture d'entreprise, qui vise à préciser le projet de formation professionnelle et se trouve donc en amont de la validation du projet.

CHAPITRE II. — *Procédure et critères d'agrément*

**Art. 3.** La demande d'agrément, dont le modèle est mis à disposition de l'organisme requérant par l'Administration, est introduite par celui-ci auprès de l'Administration par lettre recommandée ou par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi. La demande d'agrément est introduite au plus tard le 31 août de l'année qui précède celle pour laquelle l'agrément est sollicité. La demande introduite en dehors de ces délais ne sera pas prise en considération. Cette demande d'agrément est accompagnée d'un dossier dactylographié comprenant les documents, renseignements ou engagements suivants :

1° les statuts de l'association sans but lucratif ou de l'association de centre public d'action sociale, la décision du conseil de l'action sociale et la copie de l'approbation du conseil communal si le dossier est introduit par un centre public d'action sociale;

2° une copie de la convention de partenariat visée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret, conclue avec le FOREm dans le cadre du dispositif ou la preuve que les démarches vis-à-vis du FOREm ont été engagées depuis trois mois;

3° une copie de la convention qui définit le projet professionnel du stagiaire et dont le modèle est déterminé par le Gouvernement sur proposition de l'Administration, conclue entre l'E.F.T. et le centre public d'action sociale concernés, en application de l'article 5, alinéa 2, du décret, dans le cadre de l'accueil des ayants droit à l'intégration sociale;

4° le programme annuel de formation détaillé par filière de formation, selon les modalités fixées par le Ministre en faisant apparaître les partenariats avec d'autres opérateurs de formation et d'insertion socioprofessionnelle;

5° l'engagement de se soumettre au contrôle administratif, pédagogique et budgétaire des services compétents de l'Administration;

6° une description des moyens matériels et humains mis en œuvre pour la réalisation du programme de formation en vue de réaliser les objectifs et missions fixés à l'article 3 du décret;

7° un projet de budget détaillé pour l'année civile suivant l'exercice en cours et un plan financier portant sur les trois années à venir;

8° la copie du modèle de contrat passé avec le stagiaire;

9° la copie du rapport d'inspection ou de la demande d'inspection des locaux par le service incendie ainsi que tout document délivré par un organisme agréé pour le matériel présentant des risques éventuels pour les utilisateurs;

10° la preuve du respect de la réglementation relative au contrôle médical prise en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs;

11° pour les O.I.S.P., l'engagement d'accueillir, gratuitement, en formation, en tant que stagiaire, toute personne faisant partie d'une des catégories visées aux articles 4 et 6 du décret en lui garantissant les avantages octroyés aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;

12° pour les E.F.T., l'engagement d'accueillir, gratuitement, en formation, en tant que stagiaire, toute personne faisant partie d'une des catégories visées aux articles 5 et 6 du décret en lui garantissant les avantages prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, à l'exception des frais de crèche et de garderie pris en charge par le FOREm;

13° l'engagement d'informer le stagiaire sur ses droits et obligations dans le cadre de sa formation professionnelle et de conclure avec lui un contrat de formation lui garantissant en accueil, un accompagnement psychosocial et une évaluation individualisés sur la base d'objectifs individuels définis de commun accord :

14° l'engagement de consacrer un minimum de 10 % des heures de formation par filière, réparties sur toute la durée de la formation, à l'accompagnement psychosocial et à l'évaluation participative et formative de chaque stagiaire en groupe ou individuellement, de délivrer annuellement au minimum huit mille heures de formation et d'accueillir un minimum de six stagiaires par filière, à partir de la troisième année d'agrément, de mettre en œuvre, d'une part, une évaluation continue, formative et participative, et, d'autre part, une vérification des acquis en termes de compétences professionnelles, qu'elles soient sociales ou techniques;

15° pour les O.I.S.P., l'engagement de ne pas commercialiser les biens et services produits par les stagiaires ou par le personnel, sauf dans le cadre d'une activité lucrative accessoire à son objet social et pour les E.F.T., l'engagement de combiner approche théorique et mise en situation réelle de travail débouchant sur une production de biens et services.

Le modèle de convention de partenariat, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, que chaque O.I.S.P. ou E.F.T. doit conclure, préalablement à l'agrément, avec le FOREm dans le cadre du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, est déterminé par le Gouvernement sur proposition de l'Administration.

La formation faisant l'objet du contrat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, ne peut être d'une durée supérieure à dix-huit mois ou 2 100 heures de formation, en ce compris les heures de stage en entreprise visés à l'article 16.

Le programme de formation de chaque filière de formation est d'une durée minimale de 150 heures de formation par stagiaire pour une filière de formation organisée par un O.I.S.P. et d'une durée minimale de 300 heures de formation par stagiaire pour une filière de formation organisée par une E.F.T.

Chaque filière de formation est d'une durée minimale de 9 heures de formation par semaine, excepté pour les formations en milieu carcéral.

**Art. 4.** Dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande d'agrément, l'Administration adresse à l'organisme requérant, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un avis l'invitant à compléter ce dossier. Dans ce dernier cas, dès que l'Administration reçoit les documents manquants, elle en accuse réception auprès de l'organisme requérant.

Dès que le dossier est complet, l'Administration sollicite l'avis du ou des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation territorialement compétents.

L'instruction de la demande est effectuée par l'Administration.

**Art. 5.** Le ou les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation rend son avis sur la demande d'agrément dans un délai de quarante jours ouvrables à dater du jour de son envoi par l'Administration.

Ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et d'août.

Au-delà de ce délai, l'avis est réputé favorable.

**Art. 6.** Dans un délai de nonante jours ouvrables à dater de la réception par l'Administration du dossier complet, la Commission rend son avis. Ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et d'août. A défaut pour la Commission de rendre son avis dans ce délai, celui-ci sera réputé défavorable.

Préalablement à la remise de son avis en application de l'article 13, § 2, 1<sup>o</sup>, du décret, la Commission entend les représentants de l'organisme requérant qui le sollicite. Elle peut également inviter, d'initiative, les représentants de l'organisme requérant à être entendus.

Dans tous les cas, l'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant, s'il y a lieu, les points à propos desquels la Commission souhaite entendre le point de vue des représentants de l'organisme requérant.

**Art. 7.** Le Ministre se prononce au plus tard dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception du rapport d'instruction de l'Administration, accompagné de l'avis ou de l'évaluation de la Commission.

Si le rapport d'instruction de l'Administration, accompagné de l'avis ou de l'évaluation de la Commission parvient au Ministre pendant les mois de juillet et d'août, le délai d'ordre est porté à trente jours ouvrables.

En l'absence d'une décision dans le délai fixé, celle-ci est réputée défavorable.

Dès réception de la décision, l'Administration notifie, celle-ci à l'organisme.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. La demande de prolongation pour une durée maximale de trois ans ou de renouvellement de l'agrément de l'E.F.T. ou de l'O.I.S.P. après trois ans est introduite auprès de l'Administration par lettre recommandée par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi, au plus tôt huit mois et au plus tard quatre mois avant l'expiration de l'agrément en cours. La demande introduite en dehors de ces délais ne sera pas prise en considération.

Cette demande est accompagnée d'un rapport d'activités, dont le modèle est défini par le Ministre sur proposition de l'Administration.

Les documents, renseignements ou engagements visés à l'article 2, à l'exception de ceux visés aux points 1<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, sont à communiquer à l'Administration.

§ 2. La demande d'agrément d'une nouvelle filière de formation est introduite, au plus tard six mois avant le démarrage prévu de la nouvelle filière, à l'Administration, qui en accuse réception. La demande introduite ne respectant pas ces délais ne sera pas prise en considération.

Les documents, renseignements ou engagements visés à l'article 2, à l'exception de ceux visés aux points 1<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, sont à communiquer à l'Administration.

L'agrément d'une nouvelle filière de formation est limité à la durée de l'agrément de l'O.I.S.P. ou de l'E.F.T. concerné. Une seule nouvelle filière peut être agréée sur la durée de l'agrément de l'O.I.S.P. ou de l'E.F.T. concerné.

Dans le cadre du présent arrêté, une filière de formation est considérée comme nouvelle pour autant qu'elle réponde aux conditions cumulatives suivantes :

1<sup>o</sup> concerner un public propre à cette filière;

2<sup>o</sup> utiliser un programme pédagogique et/ou une méthodologie de travail spécifiques à cette nouvelle filière et différents des autres filières de formation agréées;

3<sup>o</sup> entraîner une augmentation du volume global d'heures de formation et du nombre de stagiaires, tout en maintenant le même nombre d'heures de formation et de stagiaires pour les autres filières de formation agréées;

4<sup>o</sup> offrir un encadrement supplémentaire, en termes de temps de travail;

5<sup>o</sup> compter un minimum de 150 heures de formation par stagiaire pour une nouvelle filière de formation organisée par un O.I.S.P. et un minimum de 300 heures de formation par stagiaire pour une nouvelle filière de formation organisée par une E.F.T.

§ 3. Les articles 3 à 6 sont applicables aux demandes de prolongation d'agrément pour une durée maximale de trois ans, de renouvellement d'agrément et d'agrément d'une nouvelle filière de formation.

§ 4. Les organismes agréés et subventionnés en vertu des dispositions de l'arrêté du gouvernement du 6 avril 1995 relatif à l'agrément des entreprises de formation par le travail ou de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 octobre 1987 fixant les conditions et les modalités d'agrément, de subventionnement et de conventionnement d'organismes exerçant des activités d'insertion socioprofessionnelle ou de formation professionnelle continuée se voient octroyer un agrément initial d'une durée de trois ans, renouvelable.

§ 5. L'agrément porte sur un nombre d'heures de formation fixé par le Ministre, sur proposition de l'Administration et sur avis préalable de la commission.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Dans les conditions fixées par l'article 12 du décret, ou lorsque l'E.F.T. ou l'O.I.S.P. ou une filière de formation cesse de satisfaire à l'une des conditions édictées par le décret et le présent arrêté, le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément d'un O.I.S.P. ou d'une E.F.T. ou d'une filière de formation, sur avis préalable de la Commission, rendu après audition des représentants de l'E.F.T. ou de l'O.I.S.P. concernée.

L'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points à propos desquels la Commission souhaite entendre le point de vue des représentants de l'E.F.T. ou de l'O.I.S.P.

§ 2. L'agrément peut être suspendu par le Ministre pour une durée n'excédant pas six mois.

§ 3. Dès réception de la décision, l'Administration notifie celle-ci, par lettre recommandée, à l'E.F.T. ou à l'O.I.S.P.

**Art. 10.** Le recours visé à l'article 16 du décret doit être introduit selon les modalités prévues à l'article 12 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle. Le recours doit impérativement être introduit dans le mois qui suit la notification de la décision à laquelle le requérant ne peut se rallier. A défaut de recours dans ce délai, la décision est définitive.

#### CHAPITRE III. — *Précisions concernant les stagiaires*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret, l'E.F.T. ou l'O.I.S.P. peut être autorisé par le Ministre ou le fonctionnaire délégué, sur avis préalable de la Commission, à accueillir des stagiaires qui ne répondent à aucune des conditions imposées par les articles 4 à 6 du décret. Ceux-ci ne peuvent toutefois représenter plus de vingt pour cent du total des stagiaires admis par filière de formation et par module de formation. La demande visant à pouvoir accueillir lesdits stagiaires devra impérativement être introduite par lettre recommandée ou par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué se prononce dans un délai de quarante jours ouvrables à dater de la réception de la demande par l'Administration sur les demandes de dérogation. La procédure établie à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> et à l'article 5 est applicable à ces demandes.

§ 2. Les personnes visées à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret, sont celles qui sont incarcérées et qui répondent, dans les deux ans, aux conditions visées par la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964.

§ 3. En application de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret, l'E.F.T. ou l'O.I.S.P. introduit sa demande à l'Administration, accompagnée d'un document complété et signé par un conseiller particulier de l'Office, qui valide de projet professionnel du stagiaire. Ce document est établi par le Ministre, sur proposition de l'Administration.

En tel cas, le Ministre ou le fonctionnaire délégué se prononce dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande par l'Administration, et le notifie à l'E.F.T. ou l'O.I.S.P.

#### CHAPITRE IV. — *Obligations mises à charge des E.F.T. et des O.I.S.P.*

**Art. 12.** Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant d'une E.F.T. ou d'un O.I.S.P. doivent porter respectivement la mention "E.F.T. agréée par la Région wallonne sous le n° ....." ou "O.I.S.P. agréé par la Région wallonne sous le n° .....".

#### CHAPITRE V. — *Ratios*

**Art. 13.** L'E.F.T. est autorisée à produire et commercialiser des biens ou prester des services rémunérés, dans les limites strictement nécessaires à la réalisation de son objet social.

L'affectation des bénéfices générés par l'activité de production et de commercialisation de l'E.F.T. doit nécessairement être en lien avec son objet social. L'affectation des bénéfices doit faire l'objet d'une décision formelle de l'assemblée générale de l'E.F.T. ou du conseil de l'action sociale pour l'E.F.T. constitué à l'initiative d'un centre public d'action sociale, et l'utilisation doit être programmée dans un délai d'un an suivant l'exercice budgétaire concerné.

**Art. 14.** Le secteur d'activité dont relève la filière de formation d'une E.F.T. ne peut dépasser, par an, un chiffre d'affaires maximum, fixé comme suit : pour l'E.F.T., la part générée par chaque travailleur équivalent temps plein dans le chiffre d'affaires de l'E.F.T. ne peut être supérieure à quarante pour cent du chiffre d'affaires moyen d'un travailleur d'une entreprise marchande émergeant à la même commission paritaire dont relève l'activité concernée.

Le chiffre d'affaires moyen par travailleur des commissions paritaires concernées est établi par l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique.

#### CHAPITRE VI. — *Taux d'encadrement*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Chaque filière de formation de l'E.F.T. doit respecter un taux d'encadrement garant de l'utilisation à des fins formatives de l'activité de production.

Le taux d'encadrement annuel est le quotient du nombre d'heures d'encadrement, par le nombre d'heures de formation.

Le résultat obtenu en application du calcul visé à l'alinéa 2 ne peut être inférieur 0,16.

§ 2. Chaque filière de formation de l'O.I.S.P. doit respecter un taux d'encadrement.

Le taux d'encadrement annuel est le quotient du nombre d'heures d'encadrement, par le nombre d'heures de formation.

Le résultat obtenu en application du calcul visé à l'alinéa 2 ne peut être inférieur 0,08.

#### CHAPITRE VII. — *Stages en entreprise*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'E.F.T. ou l'O.I.S.P. peut prévoir, dans son programme de formation, l'organisation de stages en entreprise.

Toutefois, le stage, qui peut s'effectuer au sein d'une ou de plusieurs entreprises, ne peut être proposé aux stagiaires qu'après que ceux-ci aient effectué une formation de minimum 150 heures au sein de l'E.F.T. ou de l'O.I.S.P., hormis le ou les stages d'acculturation d'une durée globale maximale de 160 heures.

En outre, pour pouvoir proposer un stage en entreprise à ses stagiaires, l'E.F.T. ou l'O.I.S.P. doit respecter les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> conclure avec l'entreprise et le stagiaire une convention reprenant les dispositions minimales suivantes :

a) les compétences techniques visées par le stage;

b) les horaires du stage;

c) les tâches qui seront confiées au stagiaire, ainsi que le matériel qu'il sera amené à utiliser;

d) la désignation d'un tuteur au sein de l'entreprise;

e) le suivi du stage au minimum toutes les deux semaines par un formateur de l'O.I.S.P. ou de l'E.F.T., notamment par une visite au sein de l'entreprise;

2° établir, après chaque stage ne dépassant pas une durée de 160 heures, un rapport d'évaluation dans lequel figurera une évaluation des compétences techniques acquises par le stagiaire, ce rapport devant être signé par le tuteur, par le responsable de l'O.I.S.P. ou de l'E.F.T. et par le stagiaire;

3° établir, pour les stages d'une durée supérieure à 160 heures, un rapport d'évaluation à la moitié et en fin de stage, dans lequel figurera une évaluation des compétences techniques acquises par le stagiaire, ce rapport devant être signé par le tuteur, par le responsable de l'O.I.S.P. ou de l'E.F.T. et par le stagiaire;

4° fournir annuellement à l'Administration la liste des entreprises où des stages ont été effectués.

Au cours des périodes de stage considérées, au moins dix pour cent des heures de formation suivies par les stagiaires doivent être dispensées au sein de l'E.F.T. ou de l'O.I.S.P.

§ 2. Pour l'O.I.S.P., la durée du stage en entreprise est fixée à maximum 240 heures, hormis le ou les stages d'acculturation d'une durée globale maximale de 160 heures.

Toutefois, l'O.I.S.P. peut introduire, par lettre recommandée ou par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi, une demande de prolongation auprès du Ministre qui décide après avis de la Commission. En aucun cas, la prolongation ne peut être supérieure à 280 heures.

La décision de prolongation de la durée du stage doit être prise dans les 20 jours ouvrables qui suivent la réception du rapport d'instruction de l'Administration. Le délai d'ordre est porté à 30 jours si le rapport d'instruction de l'Administration parvient au Ministre pendant les mois de juillet et d'août. A défaut, le Ministre sera réputé avoir pris une décision favorable.

§ 3. Pour l'E.F.T., la durée du stage en entreprise est fixée à maximum 520 heures, hormis le ou les stages d'acculturation d'une durée globale maximale de 160 heures.

Toutefois, l'E.F.T. peut introduire, par lettre recommandée ou par tout moyen conférant preuve de la date de l'envoi, une demande de prolongation auprès du Ministre qui décide après avis de la Commission. En aucun cas, la prolongation ne peut être supérieure à 180 heures.

La décision de prolongation de la durée du stage doit être prise dans les 20 jours ouvrables qui suivent la réception du rapport d'instruction de l'Administration. Le délai d'ordre est porté à 30 jours si le rapport d'instruction de l'Administration parvient au Ministre pendant les mois de juillet et d'août. A défaut, le Ministre sera réputé avoir pris une décision favorable.

§ 4. En dérogeant aux durées maximales fixées aux §§ 2 et 3, le Ministre peut prendre en considération d'autres législations fixant des critères spécifiques à l'organisation de formations dans certains secteurs d'activité, notamment en ce qui concerne les filières de formation qui relèvent des Commissions paritaires 318 et 319.

#### CHAPITRE VIII. — *Commission consultative d'agrément*

**Art. 17.** La Commission est localisée au sein de l'Administration.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs et leurs suppléants.

La Commission établit un règlement d'ordre intérieur pour chacune de ses sections et les soumet, pour approbation, au Ministre, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 18.** La Commission remet, chaque année, pour le 1<sup>er</sup> juillet au plus tard, son rapport d'évaluation de l'exercice précédent au Ministre, qui le transmet au Gouvernement.

#### CHAPITRE IX. — *Evaluation*

**Art. 19.** Afin de permettre à la Commission d'établir son rapport, l'Administration vérifie la réalisation par l'E.F.T. ou l'O.I.S.P. des objectifs et missions visés à l'article 3 du décret, en fonction des critères suivants :

1° les critères quantitatifs, à savoir :

- a) le taux de réalisation du volume d'heures de formation agréées, par an et en moyenne sur la durée de l'agrément;
- b) le nombre de stagiaires accueillis et son évolution sur la durée de l'agrément;
- c) le taux de stagiaires entrés en formation qualifiante à l'issue de la formation;
- d) le taux de stagiaires ayant accédé à l'emploi à l'issue de la formation;
- e) le taux de stagiaires réorientés au début ou en cours de formation;

2° les critères qualitatifs, à savoir :

- a) l'adaptation du programme de formation aux besoins du stagiaire;
- b) le respect du programme individuel établi pour chaque stagiaire et son éventuelle adaptation en cours de formation;

c) la formation continue des formateurs;

d) les partenariats conventionnés en fonction d'objectifs institutionnels et individuels des stagiaires;

e) l'adéquation des moyens matériels et humains mis en œuvre;

f) la conformité de la qualification des formateurs et des travailleurs en charge de l'accompagnement psychosocial des stagiaires aux critères déterminés par la Convention collective de travail du 16 septembre 2002 conclue au sein de la Commission paritaire n° 329;

g) le suivi des stagiaires après la formation;

h) la communication de son offre de formation et d'insertion, notamment en informant le FOREm, tel que prévu dans le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

i) la transmission à la demande de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique des données relatives aux emplois subventionnés dont dispose l'E.F.T. ou l'O.I.S.P.;

3° les facteurs liés à l'environnement socio-économique, à savoir :

a) la vérification régulière, en collaboration avec le ou les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation compétents, de l'adéquation de la filière de formation aux besoins des demandeurs d'emploi;

b) la pertinence, en collaboration avec le ou les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation compétents, des actions de formation comme réponse à des besoins de formation identifiés ou à des besoins de formation nouveaux ou insuffisamment rencontrés;

c) le respect de la réglementation relative au contrôle médical prise en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs;

d) en ce qui concerne l'E.F.T., le respect des ratios visés à l'article 15;

4° les indices de satisfaction suivants :

a) la participation des stagiaires;

b) par sondage, les enquêtes de satisfaction réalisées, dans le cadre du dispositif, par le FOREm auprès des stagiaires, des entreprises ou des partenaires de l'E.F.T. ou de l'O.I.S.P.

#### CHAPITRE X. — *Octroi, calcul et liquidation des subventions*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des subventions sont octroyées, par le Ministre, à l'E.F.T. et à l'O.I.S.P. pour lui permettre de couvrir les charges salariales, les frais de fonctionnement, les frais d'investissement et les frais de formation continue des formateurs.

§ 2. Pour l'O.I.S.P., le financement d'une heure de formation est fixé à 10 euros.

Pour les filières de formation qui relèvent des secteurs de l'alphabétisation, de la remise à niveau et du développement personnel, dispensées par l'O.I.S.P., le financement d'une heure de formation est fixé à 12 euros.

§ 3. Pour l'E.F.T., le financement d'une heure de formation est fixé à 12 euros.

§ 4. Le calcul du nombre d'heures subventionnées sera établi par l'Administration.

§ 5. En ce qui concerne les heures de formation organisées, au sein ou en dehors de l'E.F.T. ou l'O.I.S.P., par un organisme reconnu ou agréé, conventionné avec l'E.F.T. ou l'O.I.S.P., seules les heures de formation non couvertes par une autre subvention et faisant l'objet d'une facturation seront payées.

**Art. 21.** Les subventions, octroyées en application du présent arrêté, sont arrêtées chaque année par le Ministre, sur proposition de l'Administration et sont versées aux E.F.T. et aux O.I.S.P. agréés selon les modalités suivantes :

Une subvention forfaitaire ou une avance sur la subvention annuelle, en application de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du décret et représentant 80 % de la subvention visée à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, est versée au plus tard dans les deux mois qui suivent la réception par l'Administration d'une déclaration de créance du montant de la subvention forfaitaire ou de l'avance.

L'avance est liquidée dans le courant du premier trimestre de l'année en cours.

Le solde de la subvention annuelle, telle que définie à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et représentant 20 % de la subvention visée à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, est versé au plus tard dans les trois mois qui suivent la réception par l'Administration d'une déclaration de créance, d'un rapport annuel d'activités et des pièces justificatives.

Le solde est liquidé dans le courant du premier trimestre de l'exercice suivant l'allocation de la subvention annuelle.

Après vérification des pièces justificatives, le solde de la subvention annuelle calculée pour un nombre d'heures de formation garanti pendant trois ans fait l'objet d'une diminution voire d'une récupération d'une partie de la subvention pour autant que l'organisme n'ait pas presté, par an, 90 % des heures agréées.

#### CHAPITRE XI. — *Représentation du secteur*

**Art. 22.** En application de l'article 19 du décret, le Gouvernement désigne pour trois ans, sur proposition du Ministre, l'association sans but lucratif chargée d'exécuter les missions visées à l'article 18 du décret.

Le Ministre arrête les modalités d'octroi de subvention à l'association désignée par le Gouvernement, et conclut avec celle-ci la convention visée à l'article 18, alinéa 2, du décret.

#### CHAPITRE XII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 23.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 octobre 1987 fixant les conditions et les modalités d'agrément, de subventionnement et de conventionnement d'organismes exerçant des activités d'insertion socioprofessionnelle ou de formation professionnelle continuée est abrogé.

**Art. 24.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1988 relatif au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle et aux entreprises d'apprentissage professionnel (EAP) est abrogé.

**Art. 25.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 relatif à l'agrément des entreprises de formation par le travail est abrogé.

**Art. 26.** Le contrat conclu au plus tard le 30 juin 2006, avec le stagiaire d'une E.F.T., en application de l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisées, peut déroger à l'article 9, 1<sup>o</sup>, du décret.

**Art. 27.** Les organismes agréés en vertu des dispositions de l'arrêté du gouvernement du 6 avril 1995 relatif à l'agrément des entreprises de formation par le travail ou de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 octobre 1987 fixant les conditions et les modalités d'agrément, de subventionnement et de conventionnement d'organismes exerçant des activités d'insertion socioprofessionnelle ou de formation professionnelle continuée, conservent leur agrément jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur demande d'agrément dans le cadre du décret et du présent arrêté.

**Art. 28.** Le Ministre organise, sur proposition de l'Administration, un système de phasage d'une durée maximale de cinq ans pour l'octroi et la liquidation des subventions, afin d'amortir les effets, positifs ou négatifs, du présent arrêté sur la trésorerie de l'E.F.T. ou de l'O.I.S.P.

**Art. 29.** Le Ministre remet, annuellement, un rapport sur l'exécution du présent décret arrêté au Gouvernement, lequel le transmet au conseil régional du Parlement wallon, conformément à l'article 22 du décret.

**Art. 30.** Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008, à l'exception des articles 8 à 13 du décret et 3 à 10 du présent arrêté qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> mai 2007.

**Art. 31.** La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 1215

[2007/200795]

**21 DECEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid, inzonderheid op de artikelen 5, 6, 8 tot 13, 14, 17, 18, 19, 21 tot 23;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 20 maart 2006;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 20 april 2006;

Gelet op het advies van de adviescommissie van het geïntegreerde insluitingsstelsel, gegeven op 3 april 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 januari 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 februari 2006;

Gelet op het advies nr. 40.769/2 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "decreet" : het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid;

2<sup>o</sup> "stelsel" : het stelsel ingevoerd bij het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;

3<sup>o</sup> "Minister" : de Minister van Vorming;

4<sup>o</sup> "Administratie" : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5<sup>o</sup> "FOREm" : "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), in zijn entiteit van "regisseur-ensemblier", omschreven in artikel 1bis, 8<sup>o</sup>, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003;

6<sup>o</sup> "Commissie" : de Adviesverlenende erkenningscommissie bedoeld in artikel 13, § 1, van het decreet;

7<sup>o</sup> "gemachtigd ambtenaar" : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest, namelijk, de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, de eerste attaché of de attaché van de administratie, rekening houdend met de regels inzake afwezigheid of verhindering bedoeld in de artikelen 2 en 3 van genoemd besluit;

8<sup>o</sup> "BVA" : het bedrijf voor vorming door arbeid erkend krachtens het decreet;

9<sup>o</sup> "IMIIA" : de instelling voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces erkend krachtens het decreet;

10<sup>o</sup> "stagiair" : de persoon die een opleiding volgt bij een BVA of een IMIIA en die voldoet aan één van de criteria bedoeld in de artikelen 4 tot 6 van het decreet;

11<sup>o</sup> "vormingsgeheel" : een geheel van activiteiten en/of modules waarmee de stagiair de algemene en de nodige technische kennis kan verwerven voor zijn inschakeling in het arbeidsproces;

12<sup>o</sup> "vormingsmodule" : inhoudsgeheel of reeks cursussen i.v.m. een specifiek vak waarmee de stagiair kennis kan verwerven, waarbij een module in verschillende vormingsgehelen kan voorkomen;

13. "activiteitssector" : een geheel van economische activiteiten die verwijzen naar kwalificatieprofielen in verband met een vormingsgeheel;

14<sup>o</sup> "vormingsuren" : de effectieve vormingsuren gevolgd door een stagiair in een BVA of IMIIA, de stageuren op de werkvloer, de uren die hij volgt bij een erkende instelling die met de BVA of de IMIIA gebonden is in het kader van het stelsel, en de gelijkstelbare uren zoals bepaald door de Minister;

15<sup>o</sup> "opleiders" : de werknemers bezoldigd door de BVA of de IMIIA of door een erkende instelling die met de BVA of de IMIIA gebonden is, alsook het hulppersoneel of de personen die door een bedrijfsovereenkomst met de BVA of de IMIIA gebonden zijn en voor de technische, pedagogische en/of praktische begeleiding instaan;

16° "begeleidingsuren" : de werkuren gepresteerd door de opleiders en de werknemers belast met de psychosociale begeleiding;

17° "aanpassingsstage" : stage tot ontdekking van een beroep, een werkpost, een bedrijfscultuur, die de nadere bepaling van het beroepsopleidingsproject beoogt en dus voorafgaat aan de projectvalidatie.

## HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure en -criteria*

**Art. 3.** De aanvraag om erkenning, waarvan het model door de Administratie wordt ter beschikking gesteld van de verzoekende instelling, wordt door laatstgenoemde bij aangetekend schrijven of bij elk ander middel ter bevestiging van de verzenddatum aan de administratie gericht. De aanvraag om erkenning wordt ingediend uiterlijk 31 augustus van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de erkenning wordt aangevraagd. Als de aanvraag buiten deze termijnen ingediend wordt, wordt ze niet in aanmerking genomen. De aanvraag om erkenning gaat vergezeld van een getypt dossier dat de volgende documenten, gegevens of verbintenissen bevat :

1° de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk of van de vereniging van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, de beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn en het afschrift van de goedkeuring door de gemeenteraad als het dossier door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt ingediend;

2° een afschrift van het samenwerkingsverband bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van het decreet, dat met de "FOREm" gesloten is in het kader van het stelsel of het bewijs dat de nodige stappen t.a.v. de "FOREm" sinds drie maanden werden ondernomen;

3° een afschrift van de overeenkomst waarin het beroepsproject van de stagiair omschreven wordt en waarvan het model door de Regering wordt bepaald op voorstel van de administratie, gesloten tussen de B.V.A en betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn overeenkomstig artikel 5, tweede lid, van het decreet, in het kader van de opvang van de rechthebbenden op sociale integratie;

4° het uitvoerige jaarlijkse vormingsprogramma per vormingsgeheel, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, waarbij melding wordt gemaakt van de samenwerkingsverbanden met andere operatoren inzake vorming en socio-professionele inschakeling;

5° de verbintenis tot onderwerping aan de administratieve, pedagogische en budgettaire controle van de bevoegde diensten van de administratie;

6° een omschrijving van de materiële en menselijke hulpmiddelen aangewend voor de verwezenlijking van het vormingsprogramma ten einde de in artikel 3 van het decreet omschreven doelstellingen en opdrachten te halen;

7° een uitvoerig begrotingsontwerp voor het kalenderjaar volgend op het lopende boekjaar en een financieel plan dat betrekking heeft op de drie komende jaren;

8° het afschrift van het model van overeenkomst gesloten met de stagiair;

9° het afschrift van het inspectieverslag of van de aanvraag om inspectie van de lokalen door de brandweerdienst, alsook elk document afgegeven door een erkende instelling voor het materieel waarvan het gebruik eventuele risico's inhoudt;

10° het bewijs van de naleving van de regelgeving inzake medische controle genomen krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers;

11° voor de IMIIA, de verbintenis tot de kosteloze opvang als stagiair in de vorming van elke persoon die valt onder één van de categorieën bedoeld in de artikelen 4 en 6 van het decreet, waarbij hem de voordelen toegekend worden die verleend worden aan de stagiairs die een beroepsopleiding volgen;

12° voor de BVA, de verbintenis tot de kosteloze opvang als stagiair in de vorming van elke persoon die valt onder één van de categorieën bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet, waarbij hem de voordelen toegekend worden die vastliggen in het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, met uitzondering van de crèche- en kinderopvangkosten overgenomen door de "FOREm";

13° de verbintenis om de stagiair in te lichten over zijn rechten en verplichtingen in het kader van zijn beroepsopleiding en om met hem een vormingscontract af te sluiten waarbij hem als opvang een geïndividualiseerde psychosociale begeleiding en evaluatie gegarandeerd worden op grond van in onderlinge overeenstemming gedefinieerde individuele doelstellingen;

14° de verbintenis om per vormingsgeheel minstens 10 % van de over de gezamenlijke vormingsduur verspreide vormingsuren te wijden aan de psychosociale begeleiding en aan de participatieve en formatieve evaluatie van elke stagiair, in groep of individueel, om jaarlijks minstens achtduizend vormingsuren te produceren en minstens zes stagiairs per vormingsgeheel op te vangen vanaf het derde erkenningsjaar, om, enerzijds, een doorlopende, opleidende en inspraakgerichte evaluatie door te voeren en, anderzijds, te verifiëren of de beroepsvaardigheden, of maatschappelijk of technisch, al dan niet verworven zijn;

15° voor de IMIIA, de verbintenis om de door de stagiairs of het personeel voortgebrachte goederen en diensten niet in de handel te brengen, behalve in het kader van een winstgevend activiteit die bijkomstig is aan het maatschappelijk doel en voor de BVA's, de verbintenis om een theoretische aanpak te combineren met de reële werksituatie die resulteert in het voortbrengen van goederen en diensten.

Het model van samenwerkingsverband bedoeld in het eerste lid, 2°, dat elke IMIIA of BVA voorafgaandelijk aan de erkenning, met de "FOREm" moet sluiten in het kader van het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling, wordt door de Regering bepaald op voorstel van de Administratie.

De vorming die het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst bedoeld in het eerste lid, 8° mag niet meer dan achttien maanden of 2 100 vormingsuren duren, met inbegrip van de stageuren op de werkvloer bedoeld in artikel 16.

Het vormingsprogramma van elk vormingsgeheel duurt minstens 150 vormingsuren per stagiair voor een vormingsgeheel ingericht door een IMIIA en minstens 300 vormingsuren per stagiair voor een vormingsgeheel ingericht door een BVA.

Elk vormingsgeheel duurt minstens 9 vormingsuren per week, behalve voor de vormingen die in een gevangenis plaatsvinden.



**Art. 4.** Binnen tien dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag stuurt de administratie naar de verzoekende instelling hetzij een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij de verzocht wordt het dossier aan te vullen. In het tweede geval stuurt de Administratie een bericht van ontvangst naar de verzoekende instelling zodra zij de ontbrekende stukken ontvangen heeft.

Zodra het dossier volledig is, verzoekt de Administratie het/de territoriaal bevoegde Subregiona(a)l(e) comité(s) voor Arbeidsbemiddeling en Vorming om advies.

De aanvraag wordt door de administratie onderzocht.

**Art. 5.** Het of de Subregiona(a)l(e) comité(s) voor Arbeidsbemiddeling en Vorming brengt (brengen) advies uit over de erkenningsaanvraag binnen 40 werkdagen, te rekenen van de dag waarop ze door de Administratie wordt verstuurd.

Deze termijn wordt tijdens de maanden juli en augustus opgeschort.

Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

**Art. 6.** De Commissie brengt advies uit binnen 90 werkdagen na ontvangst van het volledige dossier door de Administratie. Deze termijn wordt tijdens de maanden juli en augustus opgeschort. Als de Commissie binnen deze termijn geen advies uitbrengt, wordt het geacht ongunstig te zijn.

Alvorens advies uit te brengen overeenkomstig artikel 13, § 2, van het decreet, hoort de Commissie de vertegenwoordigers van de verzoekende instelling die daarom verzoekt. De vertegenwoordigers van de verzoekende instelling kunnen ook op initiatief van de Commissie gehoord worden.

In elk geval worden de vertegenwoordigers van de verzoekende instelling gehoord na verzending van een oproepingsbrief waarin desgevallend melding wordt gemaakt van de punten waarover de commissie hun standpunt wenst te horen.

**Art. 7.** De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van twintig werkdagen na ontvangst van het onderzoeksverslag van de Administratie, dat vergezeld gaat van het advies of de evaluatie van de Commissie.

Als de Minister het onderzoeksverslag van de Administratie samen met het advies of de evaluatie van de Commissie in de maanden juli of augustus ontvangt, wordt de termijn van orde op dertig werkdagen vastgelegd.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de vastgelegde termijn wordt zij geacht gunstig te zijn.

Na ontvangst van de beslissing geeft de Administratie kennis ervan aan de instelling.

**Art. 8.** § 1. De aanvraag om verlenging voor een maximumduur van drie jaar of om hernieuwing van de erkenning van de BVA of IMIIA na drie jaar wordt ingediend bij de Administratie bij aangetekend schrijven of bij elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bewezen, ten vroegste acht maanden en uiterlijk vier maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning. Als de aanvraag buiten deze termijnen ingediend wordt, wordt ze niet in aanmerking genomen.

Deze aanvraag gaat vergezeld van een activiteitenverslag waarvan het model door de Minister wordt bepaald op voorstel van de Administratie.

De documenten, gegevens of verbintenissen bedoeld in artikel 2 moeten aan de Administratie worden overgelegd, met uitzondering van die bedoeld in de punten 1° en 8°.

§ 2. De aanvraag om erkenning van een nieuw vormingsgeheel wordt uiterlijk zes maanden vóór de geplande start van het nieuw geheel ingediend bij de Administratie, die daarvan ontvangst bericht. Als de aanvraag buiten deze termijnen ingediend wordt, wordt ze niet in aanmerking genomen.

De documenten, gegevens of verbintenissen bedoeld in artikel 2 moeten aan de Administratie worden overgelegd, met uitzondering van die bedoeld in de punten 1°, 5° en 8°.

De erkenning van een nieuw vormingsgeheel wordt beperkt tot de duur van de erkenning van betrokken IMIIA of BVA. Er kan slechts één enkel nieuw geheel worden erkend tijdens de duur van de erkenning van betrokken IMIIA of BVA.

In het kader van dit besluit wordt een vormingsgeheel als nieuw beschouwd voorzover het de volgende cumulatieve voorwaarden vervult :

1° betrekking hebben op een publiek dat eigen is aan dit geheel;

2° een pedagogisch programma en/of een werkmethode toepassen die specifiek zijn voor dit nieuw geheel en die verschillen van de andere erkende vormingsgehelen;

3° een verhoging van het globale volume vormingsuren en van het aantal stagiairs teweeebrengen, met behoud van hetzelfde aantal vormingsuren en stagiairs voor de andere erkende vormingsgehelen;

4° een bijkomende begeleiding aanbieden in termen van arbeidsduur;

5° minstens 150 vormingsuren per stagiair tellen voor een nieuw vormingsgeheel ingericht door een IMIIA en minstens 300 vormingsuren per stagiair voor een nieuw vormingsgeheel ingericht door een BVA.

§ 3. De artikelen 3 tot 6 zijn van toepassing op de aanvragen om verlenging van een erkenning met maximum drie jaar, om hernieuwing van een erkenning en om erkenning van een nieuw vormingsgeheel.

§ 4. Er wordt een oorspronkelijke erkenning van drie jaar (verlengbaar) toegekend aan de instellingen erkend en gesubsidieerd krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1987 betreffende de erkenning van de "entreprises de formation par le travail" (bedrijven voor vorming door arbeid) of van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 oktober 1987 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de erkenning en de betoelaging van instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding alsmede voor het sluiten van overeenkomsten met die instellingen.

§ 5. De erkenning heeft betrekking op een aantal vormingsuren bepaald door de Minister op voorstel van de Administratie en op voorafgaand advies van de commissie.

**Art. 9.** § 1. Onder de voorwaarden bepaald bij artikel 12 van het decreet of indien de BVA of IMIIA of een vormingsgeheel niet meer voldoet aan één van de voorwaarden bedoeld in het decreet en in dit besluit, kan de Minister de erkenning van een IMIIA of een BVA of een vormingsgeheel opschorten of intrekken, na voorafgaand advies van de Commissie, uitgebracht na de vertegenwoordigers van betrokken BVA of IMIIA te hebben gehoord.

De vertegenwoordigers van de BVA of IMIIA worden gehoord na verzending van een oproepingsbrief waarin melding wordt gemaakt van de punten waarover de Commissie hun standpunt wenst te horen.

§ 2. De Minister kan de erkenning voor maximum zes maanden opschorten.

§ 3. Na ontvangst van de beslissing geeft de Administratie bij aangetekend schrijven kennis ervan aan de BVA of de IMIIA.

**Art. 10.** Het beroep bedoeld in artikel 16 van het decreet wordt ingediend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling. Het beroep wordt dwingend ingesteld binnen een maand na kennisgeving van de beslissing waarmee de aanvrager niet kan instemmen. Als het beroep niet binnen die termijn ingesteld wordt, is de beslissing definitief.

#### HOOFDSTUK III. — *Nadere gegevens betreffende de stagiairs*

**Art. 11.** § 1. Overeenkomstig artikel 6, § 1, derde lid, van het decreet, kan de Minister of de gemachtigde ambtenaar, op voorafgaand advies van de Commissie, de BVA of IMIIA machtigen tot het opvangen van stagiairs die geen enkele van de krachtens de artikelen 4 tot 6 van het decreet opgelegde voorwaarden vervullen. Deze stagiairs mogen echter niet meer dan twintig procent vertegenwoordigen van het totaal aantal stagiairs die per vormingsgeheel en vormingsmodule worden toegelaten. De aanvraag om deze stagiairs te mogen opvangen, moet dwingend worden ingediend bij aangetekend schrijven of door elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd.

De Minister of de gemachtigde ambtenaar beslist binnen vierzig werkdagen na ontvangst van de door de Administratie aangevraagde afwijkingaanvragen. De procedure bedoeld in artikel 3, eerste lid, en in artikel 5 is van toepassing op deze aanvragen.

§ 2. De personen bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van het decreet, zijn personen die opgesloten zijn en die binnen twee jaar voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964.

§ 3. Overeenkomstig artikel 6, § 1, derde lid, van het decreet, dient de BVA of IMIIA haar aanvraag bij de Administratie in, samen met een document dat wordt ingevuld en ondertekend door een bijzondere adviseur van de "Office" die het professioneel project van de stagiair bekrachtigt. Dit document wordt door de Minister opgesteld op voorstel van de Administratie.

In dit geval beslist de Minister of de gemachtigde ambtenaar binnen 10 werkdagen na ontvangst van de aanvraag door de Administratie en geeft hij daar kennis van aan de BVA of IMIIA.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen ten laste van de BVA's of IMIIA's*

**Art. 12.** Alle akten, facturen, mededelingen, publicaties en andere stukken die uitgaan van een BVA of een IMIIA dragen de melding "BVA erkend door het Waalse Gewest onder het nr....." of "IMIIA erkend door het Waalse Gewest onder het nr....." .

#### HOOFDSTUK V. — *Ratio's*

**Art. 13.** De BVA mag goederen voortbrengen en in de handel brengen of bezoldigde diensten verlenen binnen de perken die strikt noodzakelijk zijn voor zijn maatschappelijk doel.

De besteding van de opbrengsten uit de productie- en verkoopactiviteiten van de BVA is noodzakelijkerwijs met zijn maatschappelijk doel verbonden. De besteding van de opbrengsten maakt het voorwerp uit van een formele beslissing van de algemene vergadering van de BVA of van de raad voor maatschappelijk welzijn samengesteld op initiatief van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, en het gebruik van de opbrengsten wordt geprogrammeerd binnen een jaar na bedoeld begrotingsjaar.

**Art. 14.** Het omzetcijfer van de activiteitssector waaronder het vormingsgeheel van een BVA ressorteert mag per jaar niet hoger zijn dan een maximumbedrag dat vastgelegd is als volgt : voor de BVA mag het deel van elke voltijds equivalente werknemer in het omzetcijfer van de BVA niet meer bedragen dan veertig procent van het gemiddelde omzetcijfer van een werknemer van een handelsbedrijf dat ressorteert onder hetzelfde paritair comité als betrokken activiteit.

Het gemiddelde omzetcijfer per werknemer van de betrokken paritair comités wordt vastgelegd door het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waalss instituut voor evaluatie, prospectie en statistiek).

#### HOOFDSTUK IV. — *Begeleidingspercentage*

**Art. 15.** § 1. Elk vormingsgeheel van de BVA moet een begeleidingspercentage in acht nemen op grond waarvan gegarandeerd wordt dat de productieactiviteit voor vormingsdoeleinden wordt gebruikt.

Het jaarlijkse begeleidingspercentage is de quotiënt van het aantal begeleidingsuren door het aantal vormingsuren. Het resultaat verkregen na de berekening bedoeld in het tweede lid mag niet kleiner zijn dan 0,16.

§ 2. Elk vormingsgeheel van de IMIIA moet een begeleidingspercentage in acht nemen.

Het jaarlijkse begeleidingspercentage is de quotiënt van het aantal begeleidingsuren door het aantal vormingsuren. Het resultaat verkregen na de berekening bedoeld in het tweede lid mag niet kleiner zijn dan 0,08.

#### HOOFDSTUK VII. — *Bedrijfsstages*

**Art. 16.** § 1. De BVA of IMIIA kan de organisatie van bedrijfsstages in zijn vormingsprogramma opnemen.

De stage die in een of meerdere bedrijven kan worden gedaan, kan echter pas aan de stagiairs worden voorgesteld als zij een vorming van minimum 150 uren in een BVA of IMIIA hebben gevolgd, behalve de aanpassingsstage(s) met een globale maximumduur van 160 uren.

Om een bedrijfsstage aan zijn stagiairs te kunnen voorstellen, moet de BVA of IMIIA bovendien de volgende voorwaarden vervullen :

1<sup>o</sup> met het bedrijf en de stagiair een overeenkomst sluiten waarin de volgende minimumvereisten vastliggen :

a) de technische vaardigheden waarop de stage betrekking heeft;

b) de uurrooster van de stage;

c) de taken die aan de stagiair toevertrouwd zullen worden, alsook het materieel dat hij zal moeten gebruiken;

d) de aanwijzing van een voogd binnen het bedrijf;

e) de opvolging van de stage, minstens om de twee weken, door een opleider van de IMIIA of BVA, o.a. door een bedrijfsbezoek;

2<sup>o</sup> na elke stage die niet meer dan 160 uren duurt, een evaluatieverslag opmaken waarin een evaluatie staat van de technische vaardigheden die de stagiair verworven heeft, waarbij dat verslag getekend moet worden door de voogd, de verantwoordelijke van de IMIIA of BVA en door de stagiair;

3° voor de stages die meer dan 160 uren duren, een evaluatieverslag middenin en aan het einde van de stage opmaken waarin een evaluatie staat van de technische vaardigheden die de stagiair verworven heeft, waarbij dat verslag getekend moet worden door de voogd, de verantwoordelijke van de IMIA of BVA en door de stagiair;

4° jaarlijks de lijst van de bedrijven waar de stages worden gedaan aan de Administratie overmaken.

Tijdens de in aanmerking genomen stageperiodes worden minstens tien procent van de door de stagiairs gevolgde vormingsuren binnen de BVA of de IMIA gegeven.

§ 2. Voor de IMIA wordt de duur van de bedrijfsstage vastgelegd op maximum 240 uren, behalve de aanpassingsstage(s) met een globale maximumduur van 160 uren.

De IMIA kan echter bij aangetekend schrijven of door elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bewezen een aanvraag om verlenging indienen bij de Minister, die na advies van de Commissie beslist. De verlenging mag in geen geval meer dan 208 uren bedragen.

De beslissing tot verlenging van de stageduur wordt genomen binnen twintig werkdagen na ontvangst van het onderzoeksverslag van de Administratie. Als de Minister het onderzoeksverslag van de Administratie in de maanden juli of augustus ontvangt, wordt de termijn van orde op dertig dagen vastgelegd. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing van de Minister geacht gunstig te zijn.

§ 3. Voor de BVA wordt de duur van de bedrijfsstage vastgelegd op maximum 520 uren, behalve de aanpassingsstage(s) met een globale maximumduur van 160 uren.

De BVA kan echter bij aangetekend schrijven of door elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bewezen een aanvraag om verlenging indienen bij de Minister, die na advies van de Commissie beslist. De verlenging mag in geen geval meer dan 180 uren bedragen.

De beslissing tot verlenging van de stageduur wordt genomen binnen twintig werkdagen na ontvangst van het onderzoeksverslag van de Administratie. Als de Minister het onderzoeksverslag van de Administratie in de maanden juli of augustus ontvangt, wordt de termijn van orde op dertig dagen vastgelegd. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing van de Minister geacht gunstig te zijn.

§ 4. Door af te wijken van de maximumduur bedoeld in de §§ 2 en 3, kan de Minister zich beroepen op andere wetgevingen die voorzien in specifieke criteria voor de organisatie van vormingen in bepaalde activiteitssectoren, namelijk wat de vormingsgehelen betreft die ressorteren onder de Paritaire Comités 318 en 319.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Adviesverlenende erkenningscommissie*

**Art. 17.** De Commissie is binnen de Administratie gevestigd.

De Regering benoemt de gewone leden en hun plaatsvervangers.

De Commissie stelt voor elk van haar afdelingen een huishoudelijk reglement op dat ze ter goedkeuring aan de Minister voorlegt uiterlijk binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 18.** De Commissie maakt haar evaluatieverslag van het vorige boekjaar jaarlijks uiterlijk 1 juli over aan de Minister, die het aan de Regering overmaakt.

#### HOOFDSTUK IX. — *Evaluatie*

**Art. 19.** Opdat de Commissie haar verslag kan opmaken, gaat de Administratie na of de BVA of IMIA de doelstellingen en opdrachten bedoeld in artikel 3 van het decreet gehaald heeft, op grond van de volgende criteria :

1° kwantitatieve criteria, namelijk :

a) het uitvoeringspercentage van het aantal erkende vormingsuren, per jaar en gemiddeld over de duur van de erkenning;

b) het aantal opgevangen stagiairs en de evolutie ervan over de duur van de erkenning;

c) het percentage stagiairs die een kwalificerende vorming gevolgd hebben na de vorming;

d) het percentage stagiairs die een baan gevonden hebben na de vorming;

e) het percentage stagiairs die geheroriënteerd worden aan het begin of in de loop van de vorming;

2° kwalitatieve criteria, namelijk :

a) de aanpassing van het vormingsprogramma aan de behoeften van de stagiair;

b) de inachtneming van het individuele programma opgesteld voor elke stagiair en de eventuele aanpassing ervan tijdens de vorming;

c) de doorlopende vorming van de opleiders;

d) de samenwerkingsverbanden in functie van institutionele en individuele doelstellingen van de stagiairs;

e) het afstemmen van de materiële middelen op de menselijke middelen;

f) de overeenstemming van de kwalificatie van de opleiders en werknemers belast met de psychosociale begeleiding van de stagiairs met de criteria bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002, gesloten in het Paritair Comité nr. 329;

g) de opvolging van de stagiairs na de vorming;

h) de bekendmaking van zijn vormings- en inschakelingsaanbod, met name door de "FOREm" te informeren zoals bedoeld in het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;

i) het verstrekken op aanvraag van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" van de gegevens betreffende de gesubsidieerde betrekkingen waarover de BVA of IMIA beschikt;

3° de factoren i.v.m. de socio-economische omgeving, namelijk :

a) regelmatig nagaan, in samenwerking met de bevoegde subregionale comité(s) voor arbeidsbemiddeling en vorming, of het vormingsgeheel afgestemd is op de behoeften van de werkzoekenden;

b) de relevantie, in samenwerking met de bevoegde subregionale comité(s) voor arbeidsbemiddeling en vorming, van de vormingsacties als antwoord op geïdentificeerde vormingsbehoeften of op nieuwe of onvoldoende in aanmerking genomen vormingsbehoeften;

c) de inachtneming van de regelgeving inzake medische controle genomen krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers;

d) wat betreft de BVA, de inachtneming van de ratio's bedoeld in artikel 15°;

4° de volgende voldoeningstekens :

a) de deelname van de stagiairs;

b) steekproefsgewijs, de voldoeningsonderzoeken uitgevoerd door de FOREm in het kader van het stelsel bij de stagiairs, de bedrijven of de partners van de BVA of IMIIA

#### HOOFDSTUK X. — *Toekenning, berekening en betaling van de subsidies*

**Art. 20.** § 1. Overeenkomstig artikel 17, § 1, van het decreet en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Minister subsidies toe aan de BVA of IMIIA ter dekking van de loonkosten, werkingskosten, investeringskosten en kosten i.v.m. de doorlopende vorming van de opleiders.

§ 2. Voor de IMIIA wordt de financiering van een vormingsuur vastgelegd op 10 euro.

Voor de door de IMIIA gegeven vormingsgehelen die ressorteren onder de sectoren alfabetisering, oppeilstelling en persoonlijke ontwikkeling wordt de financiering van een vormingsuur vastgelegd op 10 euro.

§ 3. Voor de BVA wordt de financiering van een vormingsuur vastgelegd op 12 euro.

§ 4. De berekening van het aantal gesubsidieerde uren wordt opgemaakt door de Administratie.

§ 5. Wat betreft de vormingsuren die binnen of buiten een BVA of IMIIA worden ingericht door een erkende instelling gebonden met de BVA of de IMIIA, worden uitsluitend de vormingsuren uitbetaald waarvoor geen andere subsidie wordt verleend en die het voorwerp uitmaken van een facturering.

**Art. 21.** De overeenkomstig dit besluit toegekende subsidies worden elk jaar door de Minister vastgelegd op voorstel van de Administratie en aan de erkende BVA's en IMIIA's uitbetaald als volgt :

Een forfaitaire subsidie of een voorschot op de jaarlijkse subsidie, overeenkomstig artikel 17, § 1, eerste lid, van het decreet, dat 80 % van het subsidie bedoeld in artikel 17, § 1, tweede lid, 2°, vertegenwoordigt, wordt gestort uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst door de Administratie van een schuldvordering van hetzelfde bedrag als de forfaitaire subsidie of het voorschot.

Het voorschot wordt in de loop van het eerste kwartaal van het lopende jaar uitbetaald.

Het saldo van de jaarlijkse subsidie, zoals bedoeld in artikel 17, § 1, eerste lid, 2° en 3°, dat 20 % van de subsidie bedoeld in artikel 17, § 1, tweede lid, 2°, ver tegenwoordigt, wordt gestort uiterlijk binnen drie maanden na ontvangst door de Administratie van een schuldvordering, een jaarlijks activiteitenverslag en de bewijsstukken.

Het saldo wordt in de loop van het eerste kwartaal van het boekjaar na de toekenning van het jaarlijks subsidie uitbetaald.

Na onderzoek van de bewijsstukken kan het saldo van de jaarlijkse subsidie berekend voor een aantal vormingsuren gewaarborgd gedurende drie jaar, het voorwerp uitmaken van een vermindering of zelfs van een terugvordering van een deel van de subsidie voorzover de instelling jaarlijks minder dan 90 % van de erkende uren heeft gepresteerd.

#### HOOFDSTUK XI. — *Vertegenwoordiging van de sector*

**Art. 22.** Overeenkomstig artikel 19 van het decreet wijst de Regering op voorstel van de Minister voor drie jaar de vereniging zonder winstoogmerk aan die de in artikel 18 van het decreet bedoelde opdrachten moet uitvoeren.

De Minister legt de modaliteiten vast voor de toekenning van subsidies aan de door de Regering aangewezen vereniging en sluit met haar de overeenkomst bedoeld in artikel 18, tweede lid, van het decreet.

#### HOOFDSTUK XII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 23.** Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 oktober 1987 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de erkenning en de betoelaging van instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding alsmede voor het sluiten van overeenkomsten met die instellingen wordt opgeheven.

**Art. 24.** Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 8 november 1988 betreffende de toekenning van toelagen aan sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en de ondernemingen voor het aanleren van een beroep ("entreprises d'apprentissage professionnel" "EAP") wordt opgeheven.

**Art. 25.** Het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 betreffende de erkenning van de "entreprises de formation par le travail" (bedrijven voor vorming door arbeid) wordt opgeheven.

**Art. 26.** De overeenkomst die uiterlijk 30 juni 2006 met de stagiair van een BVA is gesloten, overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 499 van 31 december 1986 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren, mag afwijken van artikel 9, 1°, van het decreet.

**Art. 27.** De instellingen erkend en gesubsidieerd krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1987 betreffende de erkenning van de "entreprises de formation par le travail" of van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 oktober 1987 tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de erkenning en de betoelaging van instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding alsmede voor het sluiten van overeenkomsten met die instellingen, behouden hun erkenning tot er beslist wordt over hun erkenningsaanvraag in het kader van het decreet en van dit besluit.

**Art. 28.** De Minister organiseert op voorstel van de Administratie een faseringssysteem over maximum vijf jaar voor de toekenning en uitbetaling van de subsidies om de positieve of negatieve gevolgen van dit besluit op de schatkist van de BVA en IMIIA te dempen.

**Art. 29.** De Minister maakt jaarlijks een verslag over de uitvoering van dit besluit over aan de Regering, die het aan het Waals Parlement overmaakt, overeenkomstig artikel 22 van het decreet.

**Art. 30.** Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 januari 2008, met uitzondering van de artikelen 8 tot 13 van het decreet en 3 tot 10 van dit besluit, die in werking treden op 1 mei 2007.

**Art. 31.** De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA